

<http://snetap-fsu.fr/La-FSU-denonce-le-fiasco-de-Parcoursup.html>



La FSU dénonce le fiasco de Parcoursup : 400 000 jeunes "en attente"

- Les Dossiers - Vie fédérale -



Date de mise en ligne : mardi 22 mai 2018

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Les premiers chiffres sont vertigineux : selon la ministre, 400 000 lycéen.ne.s sont "en attente" ou "refusé.e.s" sur l'ensemble de leurs vœux (soit 50% des inscrits).

La [FSU](#) constate avec affliction que ces premiers chiffres dépassent les analyses les plus pessimistes quant l'usage de la plate-forme "Parcoursup" pour affecter les bacheliers .

Depuis des mois, la FSU a dénoncé la méthode choisie par le gouvernement qui institutionnalise une forme de tri social des bacheliers pour leur inscription en premier cycle universitaire.

Plus de la moitié des futurs bacheliers reçoivent un premier signal décourageant à quelques jours du baccalauréat. C'est inacceptable !

Le gouvernement a fait le choix de refuser d'entendre l'expression de la jeunesse à accéder à une formation et un diplôme de l'enseignement supérieur.

Depuis des mois, un mouvement social conteste les fondements de la politique de sélection à l'entrée de l'université.

Le gouvernement s'enferme dans le déni et choisit la répression comme seule réponse.

La FSU exige que tous les lycéens lauréats du baccalauréat puissent choisir leurs études. Ce qui nécessite :

- un renforcement de l'orientation scolaire comme mission de l'éducation nationale et un renoncement du transfert de cette mission aux [régions](#) et aux opérateurs privés,
- une augmentation des moyens dans l'enseignement supérieur pour accroître le nombre de place afin d'accueillir toutes les bachelières et tous les bacheliers qui le souhaitent dans de bonnes conditions d'encadrement et d'études.

Pour la FSU, l'avenir des jeunes ne peut se réduire à des visions de court terme, et certainement pas à une logique de tri.

La FSU exige que les [MEN](#) et MESRI ouvrent sans tarder des négociations pour construire une autre politique pour l'enseignement supérieur et un système d'affectation national, transparent, juste et respectueux des aspirations des lycéennes et des lycéens.